

Qui peut monter
sur le minbar ?
En finançant le culte
musulman,
l'Etat luxembourgeois
s'octroie un droit
de regard sur
le personnel clérical.
(photo : RK)

pour que l'Etat luxembourgeois, à travers la convention, s'octroie un droit de regard.

Ce n'est pas le point de vue des laïques radicaux, pour qui le financement des cultes par l'impôt est inacceptable. Les croyances seraient une affaire privée, et l'Etat n'aurait pas à soutenir leur pratique. L'alliance pour une séparation entre l'Etat et l'Eglise (TVKAS), présentée la semaine dernière, regroupe plusieurs organisations de jeunes ainsi que Liberté de conscience et Libre pensée. Elle dénonce notamment les cours religieux au sein de l'école publique ainsi que le financement massif et sans transparence du culte catholique, qu'elle estime à 150 millions d'euros par an.

Laïcité : oui, mais ...

« Que le subventionnement des cultes soit inscrit dans la Constitution n'est pas une bonne chose. » Alex Bodry, président du LSAP, dont l'organisation de jeunesse participe à TVKAS, est d'accord sur le principe, mais : « Comment obtenir une majorité pour changer cela ? Je n'ai pas l'impression que la question passionne grand monde. » Quant à la convention avec l'islam, Bodry lui trouve un bon côté : « Cela évitera de marginaliser la communauté musulmane. » Au sein des député-e-s socialistes, il y aurait cependant eu des réserves sur cette reconnaissance, notamment autour du respect des droits de l'Homme et du rôle de la femme. « Mais de telles questions se posent éventuellement aussi pour d'autres religions », estime Bodry. Enfin, en ce qui concerne les cours religieux à l'école, le président du LSAP considère l'expérience

du « Neie Lycée » comme une avancée essentielle. En effet, depuis deux ans, la possibilité de choisir entre religion et morale laïque y a été abolie au profit d'un cours unique d'« éducation aux valeurs ». « Nous souhaitons étendre ce modèle à l'éducation primaire et éventuellement le généraliser », affirme Bodry. En attendant, pas question pour le LSAP de donner accès à l'école à de nouvelles communautés religieuses, notamment à l'islam, fût-ce au nom de l'égalité devant la loi.

Alors que le LSAP ne semble pas pressé de remédier à ce traitement inégal, les laïques radicaux en tirent argument pour faire avancer leur cause. « Il faut traiter les religions sur un pied d'égalité », lance Cécile Paulus, membre du comité de Liberté de conscience. Donc, n'en admettre aucune à l'école, à défaut de pouvoir les admettre toutes. « Personnellement, je ne suis pas non plus adepte d'un cours d'éducation aux valeurs », explique Paulus, « la morale, ça ne s'enseigne pas, ça se vit. »

La position affichée par l'eurodéputée CSV Erna Hennicot-Schoepges est tout aussi cohérente : au nom de « l'esprit de tolérance et d'égalité », elle plaide pour l'introduction de l'enseignement du Coran à l'école publique, citant en exemple un projet pilote en Basse-Saxe. Par contre, sa collègue de parti, la députée Françoise Hetto-Gaasch, n'exclut pas une généralisation de l'éducation aux valeurs, ce qui a déclenché de vives protestations du côté de l'Eglise. Etant donné que le LSAP est hésitant et le CSV divisé, le gouvernement essaye de se défausser du problème. « L'introduction obligatoire de l'enseigne-



ment du Coran n'est pas prévue », lit-on dans la réponse à une question parlementaire de la députée libérale Anne Brasseur. La question de l'enseignement religieux ne serait pas mentionnée dans le texte de la convention avec l'islam et ne figurerait donc pas à l'ordre du jour.

Quelle intégration ?

Cela semble aussi être l'analyse mise en avant par la communauté musulmane. D'après Franco Bertamé, membre de la shoura, l'assemblée du culte musulman au Luxembourg, il n'y a pas de position officielle sur la question de la religion à l'école : « Ce n'est pas un sujet pour nous, notre priorité est la mise en place de la convention. » Certains membres de la communauté affirment même que les deux approches, cours unique et possibilité de choisir son cours de religion ou de morale, se valent. Bertamé par contre - à titre personnel, précise-t-il - affiche une nette préférence pour une instruction religieuse au sein de l'école : « Cela apprend aux enfants de dialoguer avec des personnes de convictions différentes. » Son appréhension est qu'en bannissant la religion de l'école, on risquerait qu'une

partie des communautés religieuses retire ses enfants des écoles publiques et fonde des écoles privées. De l'avis de Bertamé, le choix de la Belgique, qui a ouvert ses écoles publiques à l'enseignement religieux musulman, aurait favorisé l'intégration, alors qu'aux Pays-Bas, l'affirmation de la laïcité aurait conduit à la multiplication d'écoles confessionnelles.

L'argument ne convaincra guère les laïques radicaux : la France, malgré une application rigoureuse de la laïcité, n'est pas confrontée à l'apparition massive d'écoles privées. Quant aux effets sur l'intégration des communautés immigrées, celle-ci se passe aussi mal en Flandre qu'aux Pays-Bas et en France, et un peu mieux en Belgique francophone. L'idée qu'on peut faire de la politique d'intégration en favorisant ou au contraire en entravant la pratique religieuse est peut-être simplement erronée.

www.islam.lu
www.sokrates.lu
www.trennung.lu
www.religionslehrer.lu
www.libco.lu